

# « BBC News » l'info déloyale

Alors que France Télévisions et Radio France ont annoncé le projet d'une chaîne d'info en continu, au Royaume-Uni, celle de la « Beeb » fait grincer des dents

## À L'ÉTRANGER

LONDRES - correspondant

France Télévisions et Radio France en rêvent, la BBC l'a fait. La chaîne d'information en continu dont les responsables du service public français ont annoncé le projet, mardi 1<sup>er</sup> septembre, existe déjà au Royaume-Uni : c'est BBC News, une chaîne dont le succès insolent suscite les accusations de concurrence déloyale des médias privés. Alors que la France compte pas moins de quatre chaînes de télévision d'info en continu gratuites, les Britanniques n'en possèdent que deux – BBC News et Sky News –, mais leurs moyens financiers, leur audience et leur autorité sont autrement considérables.

Sous la bannière BBC News fonctionne un double service, sans doute proche de celui qu'ambitionne de créer Delphine Ernotte-Cunci, PDG de France Télévisions, et Mathieu Gallet, son homologue de Radio France : une chaîne de télévision numérique (1,07 % de part d'audience contre 0,83 % à sa concurrente Sky News) complétée par un site Internet et une remarquable application smartphone qui fait un tabac : en moyenne, 76 millions de personnes visitent le site chaque mois.

### Domination écrasante

Prestigieuse dans le monde entier, la marque BBC News profite largement d'une synergie, dont il

n'y a pas l'équivalent en France, entre les moyens de BBC radio et ceux de BBC télévision, le site réunissant les informations, reportages et sujets magazines produits dans le monde entier par les 17 000 salariés du groupe public. Y compris ceux de BBC World News, la chaîne d'information en continu internationale, qui est la plus regardée de tout le groupe (76 millions de téléspectateurs chaque semaine).

Mais la domination écrasante qu'exerce la « Beeb » n'est pas du goût de tout le monde. Ni du gouvernement conservateur de David Cameron, qui tend à la considérer comme un bastion de l'opposition, ni des puissants groupes de presse privés, qui lui reprochent de leur faire de l'ombre. Fierté nationale et objet d'incessantes controverses, la BBC risque de se trouver elle-même à la « une » de la presse dans les mois qui viennent à l'occasion de la renégociation de la « charte royale », qui régit ses rapports avec l'Etat et contient son cahier des charges et qui expire à la fin de 2016.

### Confiance du public

Début septembre, l'Association des médias d'information (NMA), qui regroupe tous les journaux à l'exception du *Financial Times* et du *Daily Express*, a demandé au gouvernement d'instaurer des « contrôles spécifiques » sur l'expansion de la BBC en ligne, sur la manière dont elle utilise les informations produites par le secteur

privé, et sur le financement par la redevance de ses activités internationales.

« Les différents médias [privés] négocient avec succès la transition vers un monde numérique durable en prenant des risques (...), a déclaré Mike Darcey, le président de la NMA, également patron du *Sun* et du *Times*. Il ne faut pas donner à la BBC carte blanche pour qu'elle menace cette transition par une extension de ses services d'information locale ou internationale sous couvert d'apporter une réponse globale à un prétendu échec du marché. »

En ligne de mire : la production et la mise en ligne gratuite par le service public d'informations locales et de contenus de type « style de vie » ou « divertissement », apanage traditionnel des journaux, mais aussi la tentation pour « Auntie » (le surnom affectueux de la BBC) de se comporter en acteur commercial sur le marché international.

Les éditeurs de presse estiment que l'expansion de BBC News en ligne brouille « la distinction entre les contenus de service public et les contenus commerciaux » et que la « Beeb » colonise peu à peu tous les secteurs ouverts à la concurrence.

Mise en cause, l'institution réplique que le public lui fait davantage confiance qu'aux médias privés et qu'elle couvre l'actualité d'une manière différente. « Le rétrécissement du champ de BBC News mettrait en cause de façon

irréparable une source britannique éminente d'informations impartiales, fiables et de qualité », rétorque la grande maison, arguant

que chaque mois les usagers de BBC News cliquent 8,6 millions de fois sur des liens menant à d'autres sites.

Loin d'être close, la controverse pourrait s'exacerber pour des raisons financières et politiques. David Cameron, qui a promis aux électeurs qu'ils en « auraient pour leur argent [la redevance] », ne cache pas son intention de réduire la voilure de la BBC en la soumettant à l'austérité budgétaire. A la surprise générale, une décision revenant à ponctionner 650 millions de livres sterling (près de 890 millions d'euros), soit 13 % des revenus de l'opérateur public, a été annoncée le 8 juillet.

Il s'agit de contraindre la BBC à prendre en charge le coût d'un cadeau électoral : l'exonération de la redevance audiovisuelle – 145,50 livres par an et par foyer – accordée depuis 2001 aux personnes âgées de plus de 75 ans, catégorie qui se caractérise par son vote massif et conservateur.

Outre le risque de manipulation politique qu'elles contiennent, ces nouvelles contraintes financières risquent de peser sur les ambitieux projets de développement d'une institution dont les succès dans le numérique attisent jalousies et convoitises. ■

PHILIPPE BERNARD